

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

P. O. Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia Tel.: (251-11) 517 700 Fax: (251-11) 517844

Website: www.au.int

**ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
MOUSSA FAKI MAHAMAT,
À L'OCCASION DE LA 38^{ÈME} SESSION
ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DE L'UNION**

ADDIS ABÉBA, LES 15-16 FÉVRIER 2025

Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh Al-Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie, Président en exercice de l'Union africaine,

Excellence Dr Abiy Ahmed, Premier ministre d'Ethiopie, Hôte du Sommet, Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'État, de gouvernement et de délégations,

Excellence Monsieur Mahmoud Abbas, Président de l'État de Palestine,

Honorable Mia Amor Mottley, Premier Ministre de Barbados et Présidente de CARICOM,

Excellence Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, Mesdames et Messieurs les ministres, membres du Conseil exécutif,

De Nkosazana Zuma, Ancienne présidente de la Commission, Madame la Vice-présidente, Mesdames et Messieurs les Commissaires de l'UA,

Mesdames et Messieurs les Secrétaires généraux/ exécutifs des Communautés économiques régionales et Mécanismes régionaux,

Mesdames Messieurs les Chefs exécutifs des organes et agences spécialisées de l'UA,

Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions diplomatiques,

Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

C'est à la fois avec un grand honneur et un immense plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui, pour la dernière fois, en ma qualité de président de la Commission de l'Union africaine.

Je voudrais, tout d'abord, puisque nous sommes encore au début de l'année nouvelle, 2025, présenter à vos Excellences, vos familles et vos peuples, au nom

de tout le personnel de l'Union africaine, mes meilleurs vœux de santé, de prospérité et de succès.

Je voudrais aussi exprimer mes sincères remerciements aux présidents en exercice avec lesquels j'ai successivement travaillé ces huit dernières années.

J'ai nommé dans l'ordre de leur présidence Alpha Condé, Paul Kagame, Abdel Fatah Al Sisi, Cyrill Ramaphosa, Félix Tshisekedi, Macky Sall, Azali Assoumani et Mohamed Ould Cheikh Al Ghazouani.

En cet instant de remembrance, je ne peux oublier le Président Idriss Deby Itno, paix à son âme, qui en africaniste convaincu, a eu l'initiative de ma candidature à la tête de la Commission et qui s'est investi sans compter pour un tel destin pour moi.

Sa mort tragique a été ma plus atroce douleur de ce double mandat.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Huit ans se sont écoulés depuis mon élection fin Janvier 2017 comme président de la Commission de l'Union africaine. En ce moment chargé d'historicité, de significations et de symboles, je voudrais m'acquitter du devoir moral de vous présenter les grandes lignes du bilan de ce double mandat. Grâce à ce parcours, je me suis profondément imprégné à la fois de ce qui fait la grandeur et le rayonnement de notre continent, de notre organisation continentale ainsi que des pesanteurs et limites diverses ayant entravé le rythme de nos cadences.

J'ai sillonné ce beau et fantastique continent. J'éprouve une profonde fierté

d'avoir visité, au moins une fois, tous les 55 membres de notre Union. L'opportunité que m'offre ce moment est historique et unique.

J'y tenterai de m'acquitter de la double obligation de rendre compte et de m'interroger sur quelques problématiques, en ayant bien conscience qu'il ne faut absolument pas abuser de votre temps si précieux. Un rapport consolidé de notre bilan et un rapport annuel vous ont été distribués conformément à notre réglementation.

Monsieur le Président de l'Union,

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Les rapides et intenses bouleversements géopolitiques qui ont caractérisé le contexte international durant mes deux mandats ont eu des manifestations à la fois violentes et déstabilisatrices.

La subite dégradation de la situation sanitaire consécutive au déclenchement de la Covid-19, s'est accompagnée, malheureusement, d'importants chocs et de profondes turbulences économique et diplomatique. Pour l'Afrique, cela s'est traduit par une aggravation du poids de la dette, de la baisse des flux d'investissements publics et privés, de la violence et de la prégnance de certains conflits africains, de l'affaissement du panafricanisme et des chaînes des solidarités africaines, des manifestations d'obsolescence des institutions africaines, des appétits extérieurs en Afrique, de déficiences patentes en matière de gouvernance et de leadership en Afrique et même dans le monde, de la crise du multilatéralisme post seconde guerre mondiale etc...

La guerre russo-ukrainienne, enclenchée en février 2022, est venue noircir davantage ce tableau, annonçant une recomposition géopolitique mondiale.

Est née une ligne de fracture qui a ressuscité une forme de bipolarité qui, dans les imaginaires politiques, évoque la réalité pourtant théoriquement dépassée de la guerre froide.

Des incertitudes profondes sur la soutenabilité de la paix et de la coopération internationale ont empoisonné les esprits, assombri les consciences et ont renforcé le pessimisme, les égoïsmes et le pragmatisme mercantile. Les conséquences de cette guerre ont profondément affecté l'Afrique qui importait l'essentiel de sa consommation céréalière et ses intrants agricoles de ces deux pays, la Russie et l'Ukraine. Le spectre de l'insécurité alimentaire et sanitaire a plané sur bien de nos pays, dont un bon nombre continuent de souffrir de leurs fragilités structurelles.

اصحاب الفخامة و السمو

و المعالي

أصحاب السعادة

سيداتي سادتي

و في الشرق الأوسط فان الشعب الفلسطيني الشقيق عاني و يعاني أشنع أنواع الظلم في التاريخ البشري. ان الحرب الفظيعة و الجائرة التي دمرت كل شيء في غزة و استمرار حرمان هذا الشعب من حقوقه الأساسية في الاستقلال و السلام و الوجود و الحياة بكل بساطة لتشكل عارا جسيما لكل الإنسانية. و رغم ذلك كله ظل الشعب الفلسطيني البطل صامدا كما ظل الاتحاد الأفريقي الي جانبه بكل قوة و حزم

Ce paysage d'apocalypse qu'offre aujourd'hui la Palestine, la bande et la population de Gaza en particulier, après plus d'une année de guerre destructrice de toutes formes de vie et de biens, continue de se dérouler dans le silence presque total des puissances du monde, si ce n'est l'appel par certains à la déportation systématique des palestiniens hors de leurs terres ! C'est le comble !

Ce drame inouï pèse aujourd'hui, malgré le cessez-le feu et la libération des otages et prisonniers, facilités par le Qatar, l'Egypte et les USA, sur la conscience universelle et questionne profondément sur notre humanité.

L'étau de la mondialisation avancée, étouffante, dés humanisés, ne laisse point l'Afrique en dehors des luttes hégémoniques qui se déroulent loin de sa terre. Bien au contraire, le continent en subit les débordements et fragmentations que traduisent les conflits par procuration, des soutiens des puissances extérieures à peine voilés aux parties belligérantes sur le continent, des expansions du terrorisme et de l'extrémisme violent, de poursuite de la guerre ravageuse au Soudan, à l'est de la RDC, des divisions de la Libye dont je salue l'adoption, hier, ici même, de la Charte de réconciliation.

Félicitations à Vous Monsieur le Président Denis Sassou Nguesso!

Les tensions de tous ordres au Sahel, au bassin du lac Tchad, au Golfe de Guinée, au Mozambique, à la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs sont un autre pan de ce chapelet en brasiers des crises africaines. Les flux des réfugiés politiques, économiques, environnementaux et autres personnes déplacées

internes viennent accentuer la situation sécuritaire, alimentaire et sanitaire, déjà fragile de nombreux États membres.

C'est à ce contexte mondial et régional fortement dégradé que nous avons été confrontés au cours des huit dernières années de développement de notre action.

Excellence Monsieur le Président,

Excellences Madame et Messieurs,

La réforme institutionnelle de notre Union entamée en 2017, ambitionnait la création de conditions optimales pour garantir la poursuite efficiente des programmes inscrits dans notre boussole doctrinale stratégique, l'Agenda 2063, aux fins d'une meilleure résistance aux défis ainsi identifiés.

A ce titre, la reconfiguration du leadership de la Commission, un processus d'évaluation des performances du personnel, des rapports de collaboration plus étroits entre l'UA et les Communautés économiques régionales et Mécanismes régionaux actés par un nouveau protocole, l'institutionnalisation d'un Sommet de coordination dédié à l'intégration, la mise en place des groupes techniques R10 et le F15 chargés de veiller à la qualité des ressources humaines recrutées et au respect des règles d'or de la gestion budgétaire, financière et comptable de l'Union..., ont été les points saillants de cette réforme.

Une évaluation de la pertinence de tous les organes de l'Union, sans exception aucune, fera naître une nouvelle cartographie administrative et institutionnelle de l'Union. J'insiste ici, en particulier, sur trois parmi ces organes : le Parlement panafricain, le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) et le Comité des Représentants Permanents (COREP)

Le mouvement d'ensemble de la réforme, avec ses ombres et lumières, confirme sa pertinence et sa nature nécessairement progressive à se déployer sur le long terme. C'est une exigence d'adaptation perpétuelle des structures de notre Union aux évolutions qui caractérisent ce monde.

Je voudrais ici remercier les Présidents Paul Kagame et William Ruto pour leurs remarquables efforts pour faire avancer cette réforme.

Monsieur le Président

Excellences Madame et Messieurs,

L'évaluation de la première décennie de mise en œuvre de l'Agenda 2063, couvrant la période allant de 2014 à 2023, révèle les progrès sectoriels accomplis dans notre marche vers la construction de « l'Afrique que nous voulons ».

Il est crucial d'en tirer les vraies leçons et de procéder aux ajustements pertinents subséquents.

Dans le domaine de la santé, c'est une approche holistique traduite sur le terrain à travers des actions auréolées de succès. Avec la survenance de la pandémie de la covid-19, CDC Afrique s'est affirmé comme l'instrument le plus efficace de la lutte contre toutes les maladies. La préoccupante question de financement de la santé continue de nous préoccuper . Deux mécanismes de financement de la couverture sanitaire universelle et de lutte contre la malnutrition sur le Continent ont été conçus.

Grâce au Centre africain de vaccins vétérinaires (PANVAC) dont le nouveau laboratoire de production de vaccins a été inauguré en février 2024, une avancée significative dans les domaines de l'élevage, de la santé animale et du développement socio-économique a été réalisée.

L'Agence africaine de médicament, AMA, a commencé l'installation de son siège à Kigali et ses activités sont sur la rampe de lancement. La médecine traditionnelle a bénéficié de l'élaboration de deux plans d'action décennaux, le dernier courant de 2025 à 2035.

Le champ de l'éducation a été animé par la volonté de concevoir un nouveau système éducatif pensé en fonction des exigences d'un monde où l'enjeu majeur est devenu la compétition autour de l'innovation scientifique, technologique et maintenant par l'Intelligence artificielle.

C'est en cohérence avec cette âme que des stratégies diverses et complémentaires ont été développées, notamment lors de la Conférence de Nouakchott de l'année 2024 initiée par la présidence en exercice, la Mauritanie, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et d'autres partenaires dont l'UNICEF et l'UNESCO en particulier.

La centralité des problématiques genre et jeunesse a été affirmée. Les envoyés spéciaux femmes et jeunes se sont bien implantés dans l'univers institutionnel du leadership de l'organisation.

Tout au long des huit années de ce double mandat, bien d'autres domaines cruciaux ont retenu toute l'attention qu'ils méritent de par leur importance pour le développement socio-économique de l'Afrique.

Qu'il s'agisse de notre vision sur les questions minières, du programme détaillé de l'agriculture et de l'économie bleue, du développement des infrastructures et de l'énergie, du changement climatique avec l'adaptation et la résilience climatique du Continent, de l'intégration régionale à travers la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine, de l'opérationnalisation effective du Fonds pour la paix qui a dépassé l'objectif fixé de 400 millions de dollars, du traitement des crises humanitaires dont l'Afrique est l'épicentre, avec la mise en place de l'Agence Africaine Humanitaire, du renforcement de la visibilité de l'UA, à travers notre partenariat avec les Nations Unies, tous ont été au centre de notre entreprise collective. Je profite de l'occasion pour rendre ici un hommage tout particulier à un artisan majeur de ce partenariat, j'ai nommé Antonio Guterres. Un grand ami de l'Afrique.

L'accession de l'UA au G 20 et les BRICS dont plusieurs États africains sont membre est venue. Couronner cette visibilité.

Sur toutes ces questions, les structures spécialisées de l'Union africaine et les États membres ont mené des réflexions approfondies et tracé des perspectives claires pour certaines et rendu concrètes bien d'autres.

Monsieur le Président,

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Il y a quelques mois, j'ai adressé à vos excellences une lettre relative à quelques urgences centrales dans le devenir de notre Union et de ses capacités de réaliser au mieux possible nos objectifs.

Je pense ici d'abord au Conseil de paix et de sécurité évoqué plus haut. Son rôle devrait s'accomplir sur la base des textes qui régissent son fonctionnement dont il tire la force et la légitimité de concevoir, d'encadrer les questions prégnantes de notre sécurité collective et d'imposer, si nécessaire, les sanctions requises, le cas échéant.

Il est fort regrettable que ses décisions soient parfois contraires à nos principes et lorsqu'elles ne le sont pas, restent, souvent, lettres mortes. Les décisions de cet organe continental central ne sauraient être considérées avec désinvolture et négligence par les États membres, ni par une conception et des pratiques biaisées des Communautés économiques régionales (CER) au nom du principe galvaudé d'une subsidiarité interprétée de façon intéressée et partisane.

L'évocation du CPS renvoie à la question des changements non constitutionnels de gouvernement. À cet égard, je mentionnais dans ladite lettre que nous n'avons plus désormais que deux options. Soit abandonner les principes qui régissent actuellement cette problématique, soit les appliquer sérieusement, quitte à les réviser et les adapter à nos besoins et réalités nouvelles. Nous ne pouvons, pour notre crédibilité, continuer à ressasser, telle une litanie, ces principes tout en les piétinant ou acceptant leur flagrante et constante violation.

Il n'y a rien de plus corrosif de notre crédibilité qu'une telle attitude qui a conduit ces derniers temps à une véritable défiance vis-à-vis des règles et principes et fragilisé l'intégration dans une partie du Continent.

Je mentionnais également le marasme persistant et paralysant de notre insupportable division en matière de représentation en relation avec nos partenariats dits stratégiques. J'appelais, ici, encore, à choisir l'une des deux options qui s'y présentent pour nous et dont j'ai présenté clairement les termes dans ma lettre.

J'avais également mentionné la question récurrente du financement de l'organisation, laquelle paradoxalement contraste avec les tendances continues de multiplication des organes sans soucis de leur financement. Une organisation indépendante et gardienne de notre liberté et de notre souveraineté ne saurait se construire par les financements d'autrui.

J'avais également soulevé la réduction privative d'initiative du président de la CUA et appelé à son harmonisation avec les obligations légales et coutumières qui s'imposent désormais à lui.

En somme le sens de ma correspondance est simple et brutal. C'est la question d'être dignement ou ne pas être de notre Organisation placée devant une terrible conjugaison de facteurs de complexité

Ce sont toutes ces questions auxquelles vous faites face aujourd'hui que j'ai voulu pudiquement poser dans ma lettre. Allons- nous, enfin, ouvrir les yeux sur le sort de notre organisation ou allons- nous continuer à la laisser se lamenter et gémir ?.

**Excellence Monsieur le Président,
Excellences Madame et Messieurs,**

C'est une vérité banale aujourd'hui d'affirmer que les concepts et les instruments juridiques servant de cadre d'analyse des dynamiques de la politique internationale contemporaine sont périmés.

Ils ont perdu leur vertu à la fois structurante et explicative des phénomènes mondiaux actuels. Un tel constat explique pourquoi les débats portent aujourd'hui sur les modalités d'avènement d'une nouvelle gouvernance économique et politique mondiale. L'Afrique ne peut rester muette et inactive.

Elle doit impérativement se jeter dans la bataille pour se tailler sa place propre dans les configurations en cours de recomposition. Ce n'est pas facile. Cela demandera de l'ingéniosité, de la créativité, de la méthode, du courage.

Plus généralement, cela demandera une vraie rédemption pour un réveil de la conscience et de l'âme du panafricanisme, celui de la conscience de notre africanité, celui de la fierté de notre africanité, celui de l'attachement à notre africanité, celui du rejet de notre dépersonnalisation et de notre servilité nihiliste de notre identité et de notre être.

C'est ce à quoi nous appelle la jeunesse africaine. Celle-ci, majoritaire dans tous nos États, est de plus en plus exigeante. Sa voix résonne de plus en plus fort

grâce aux nouvelles formes de communication qui amplifient toutes les expressions.

Cette jeunesse africaine nous interpelle et nous fait constamment un procès en déphasage, en déphasage de ses aspirations qui sont celle d'une Afrique ouverte sur elle-même et unie, souveraine dans ses politiques et ses choix, debout et solidaire.

Cette solidarité a toujours été notre planche de salut dans notre combat contre le colonialisme et l'apartheid et le parachèvement de notre indépendance.

La foi dans notre solidarité panafricaine a galvanisé nos consciences, nos volontés et nos intelligences pour nous conduire vers un destin commun plus prometteur.

Il n'y a pas de nouvelles voies de notre futur que d'écouter et de donner corps aux aspirations de notre jeunesse, nos concitoyens et notre diaspora.

**Monsieur le Président,
Excellences Madame et Messieurs,**

Je quitte définitivement mes fonctions dans quelques jours. J'avoue que je me sens envahi par un doux sentiment de liberté qui m'autorise ces quelques mots venant du cœur.

Le premier est un mot de profonde gratitude à vos excellences pour la confiance que vous m'avez accordée en m'élisant pour deux mandats successifs, président de la Commission de l'Union africaine. Soyez assurés que j'ai mesuré et je mesure

toujours toutes les dimensions de cette confiance et du lourd poids de la gratitude et la reconnaissance subséquentes.

Le deuxième mot porte sur l'autre et moi. Dans cet autre je pense d'abord à nos partenaires, surtout ceux qui nous ont offert une amitié sincère et une coopération mutuellement avantageuse. Je voudrais les remercier tous et leur exprimer notre gratitude.

Je pense, ensuite, à vous ici présents ainsi qu'à ceux qui nous ont quittés pour différentes raisons. Nous avons réalisé de bonnes et grandes choses et surtout avons, autant que faire se peut, respecté une certaine éthique et une ligne de conduite que nous croyons conforme à nos principes et objectifs. Veuillez accepter toute ma reconnaissance.

Les membres de la Commission de l'Union africaine, d'autres hommes et des femmes, ensuite, y ont travaillé souvent dans l'ombre avec assiduité, dévouement, discipline et talents. Je voudrais leur rendre l'hommage qu'ils méritent.

Le troisième mot est relatif à mes propres limites. J'ai tant voulu faire vite et mieux au cours des deux mandats que vous m'avez confiés. Je sais que je n'ai pas tout fait. Peut-être ai-je sous-estimé la lourdeur de la tâche et le poids des pesanteurs. Je sais que j'ai peut-être commis des erreurs.

Peut-être ai-je, ici ou là, faibli ou m'étais trompé et ai manqué des occasions de faire mieux. Je voudrais m'en excuser et demander pardon, si mes manquements ont causé un quelconque tort individuel ou collectif.

Le quatrième mot est relatif à mon sentiment de l'instant. Je suis heureux de

reprendre ma liberté mais je sais que j'aurai aussi la nostalgie des lieux, des femmes et des hommes que j'y ai connus ...du peuple éthiopien à la civilisation millénaire, de vous mon cher frère, Aby Ahmed.

Peut- être faudra- t- il écrire l'histoire de tout cet enchevêtrement de sentiments et de sensations...

Enfin, mon cinquième mot est celui de mon serment de continuer à penser à l'Afrique, à servir l'Afrique, à rêver pour elle, pour sa jeunesse à laquelle nous n'avons pas fait suffisamment et à laquelle nous devons faire beaucoup car, après tout, c'est elle qui compte aujourd'hui et davantage demain.

Un mot de la fin à vous Monsieur le Président et cher frère Ghazouani pour vous dire combien J'ai apprécié votre proximité tout au long de votre mandat. Vous avez été un maître de sagesse, de civisme et de hauteur, inspirant, à tous égards.

À vous Monsieur le Président et frère João Lorenzo, je me permets de souligner que la force tranquille que vous symbolisez me rassure sur une présidence en exercice de sérieux et de substance. Puissiez- vous tous les deux en particulier, et nous tous, avoir une pensée agissante pour le grand prisonnier du Sahel, le Président Mohamed Bazoum dont rien ne justifie l'interminable détention. Il doit être libéré sans conditions.

Plein succès à notre Sommet.

Pleins succès à notre prochain leadership.

Je vous remercie.